

TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Expéditeur : L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE
LA RECHERCHE INTERNATIONALE

23/08/2005

PCT

Destinataire :

voir le formulaire PCT/ISA/220

ORDRE REÇU
22.08.05 11611
Cabinet Jean de Loménie

Référence du dossier du déposant ou du mandataire

voir le formulaire PCT/ISA/220

OPINION ÉCRITE DE L'ADMINISTRATION CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE

(règle 43bis.1 du PCT)

Date d'expédition
(jour/mois/année) voir le formulaire PCT/ISA/210 (deuxième feuille)

POUR SUITE À DONNER

Voir le point 2 ci-dessous

Demande internationale No.
PCT/FR2005/000648

Date du dépôt international (jour/mois/année)
17.03.2005

Date de priorité (jour/mois/année)
19.03.2004

Classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois classification nationale et CIB
G06F1/00

Déposant

SECURE MACHINES S.A.

1. La présente opinion contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :

- Cadre n°I Base de l'opinion
- Cadre n°II Priorité
- Cadre n°III Absence de formulation d'opinion quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle
- Cadre n°IV Absence d'unité de l'invention
- Cadre n°V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration
- Cadre n°VI Certains documents cités
- Cadre n°VII Irrégularités dans la demande internationale
- Cadre n°VIII Observations relatives à la demande internationale

2. SUITE À DONNER

Si une demande d'examen préliminaire international est présentée, la présente opinion sera considérée comme une opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, sauf dans le cas où le déposant a choisi une administration différente de la présente administration aux fins de l'examen préliminaire international et que l'administration considérée a notifié au Bureau international, selon la règle 66.1bis.b), qu'elle n'entend pas considérer comme les siennes les opinions écrites de la présente administration chargée de la recherche internationale.

Si, comme cela est indiqué ci-dessus, la présente opinion écrite est considérée comme l'opinion écrite de l'administration chargée de l'examen préliminaire international, le déposant est invité à soumettre à l'administration chargée de l'examen préliminaire international une réponse écrite, avec le cas échéant des modifications, avant l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi du formulaire PCT/ISA/220 ou avant l'expiration d'un délai de 22 mois à compter de la date de priorité, le délai expirant le dernier devant être appliqué.

Pour plus de détails sur les possibilités offertes au déposant, se référer au formulaire PCT/ISA/220.

3. Pour de plus amples détails, se référer aux notes relatives au formulaire PCT/ISA/220.

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale



Office européen des brevets
D-80298 Munich
Tél. +49 89 2399 - 0 Tx: 523656 epmu d
Fax: +49 89 2399 - 4465

Fonctionnaire autorisé

Veillas, E

N° de téléphone +49 89 2399-6998



**OPINION ÉCRITE DE L'ADMINISTRATION
CHARGÉE DE LA RECHERCHE INTERNATIONALE**

Demande internationale n°
PCT/FR2005/000648

Cadre n°1 Base de l'opinion

1. En ce qui concerne la **langue**, la présente opinion a été établie sur la base de la demande internationale dans la langue dans laquelle elle a été déposée, sauf indication contraire donnée sous ce point.
 - La présente opinion a été établie sur la base d'une traduction de la langue dans laquelle la demande internationale a été déposée dans la langue suivante _____, qui est la langue de la traduction remise aux fins de la recherche internationale (selon les règles 12.3 et 23.1.b)).
2. En ce qui concerne la **ou les séquences de nucléotides ou d'acides aminés** divulguées dans la demande internationale, le cas échéant, la recherche internationale a été effectuée sur la base des éléments suivants :
 - a. Nature de l'élément :
 - un listage de la ou des séquences
 - un ou des tableaux relatifs au listage de la ou des séquences
 - b. Type de support :
 - sur papier sous forme écrite
 - sur support électronique sous forme déchiffrable par ordinateur
 - c. Moment du dépôt ou de la remise :
 - contenu(s) dans la demande internationale telle que déposée
 - déposé(s) avec la demande internationale, sous forme déchiffrable par ordinateur
 - remis ultérieurement à la présente administration aux fins de la recherche
3. De plus, lorsque plus d'une version ou d'une copie d'un listage des séquences ou d'un ou plusieurs tableaux y relatifs a été déposée, les déclarations requises selon lesquelles les informations fournies ultérieurement ou au titre de copies supplémentaires sont identiques à celles initialement fournies et ne vont pas au-delà de la divulgation faite dans la demande internationale telle que déposée initialement, selon le cas, ont été remises.
4. Commentaires complémentaires :

Cadre n°V Déclaration motivée selon la règle 43bis.1(a)(i) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté	Oui : Revendications	4,8-9,14,18-19,25,29-30,35,38-39,42
	Non : Revendications	1-3,5-7, 10-13, 15-17, 20-24, 26-28, 31-34, 36,37, 40, 41,43,44
Activité inventive	Oui : Revendications	4,25
	Non : Revendications	1-3,5-24,26-44

Possibilité d'application industrielle	Oui : Revendications	1-44
	Non : Revendications	

2. Citations et explications

voir feuille séparée

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1 Il est fait référence aux documents suivants :

- D1: US 2003/056070 A1 (DAYAN RICHARD ALAN ET AL) 20 mars 2003 (2003-03-20)
- D2: WO 97/43716 A (3DO CO) 20 novembre 1997 (1997-11-20)
- D3: US-B1-6 190 257 (KATO SHUHEI ET AL) 20 février 2001 (2001-02-20)
- D4: US-B1-6 480 097 (KAISER JR ROGER A ET AL) 12 novembre 2002 (2002-11-12).

2 La présente demande ne remplit pas les conditions énoncées dans l'article 33(1) PCT, l'objet de la revendication 1 n'étant pas conforme au critère de nouveauté défini par l'article 33(2) PCT.

Le document D1 décrit (les références entre parenthèses s'appliquent à ce document) une unité matérielle (le circuit de blockage en écriture 190 en combinaison avec la routine de gestion d'interruptions SMI est une telle unité matérielle, cf [0015] et [0017]) pour contrôler l'accès, par un processeur à un périphérique de ce processeur, ladite unité matérielle comportant:

- des moyens de déclenchement d'une interruption dudit processeur, dite interruption de contrôle (le générateur d'interruptions 240 constitue de tels moyens puisqu'il génère une interruption de contrôle non-masquable sur présentation d'un signal de déblocage "unlock signal", voir [0015]);
- des moyens d'obtention (la routine de gestion d'interruption SMI, "SMI interrupt handler routine", voir [0017]), en provenance dudit processeur et conséutivement audit déclenchement, d'un code d'autorisation d'accès audit périphérique (la preuve d'autorisation "proof of autorisation" envoyée à la routine de gestion d'interruption SMI correspond au code d'autorisation d'accès)

- des moyens de comparaison dudit code d'autorisation d'accès avec une valeur de référence prédéterminée (Puisque la preuve d'autorisation est par exemple un mot de passe, voir [0020], l'existence de tels moyens est implicite à la routine de gestion d'interruption SMI dans D1); et
- des moyens dits de validation (le circuit de blockage 230 de la figure 2) adaptés à générer un signal électrique de validation (le "BLOCK SIGNAL" de la figure 2) d'un signal électrique d'accès (le signal "WRITE ENABLE" de la figure 2) audit périphérique en fonction du résultat de ladite comparaison.

Ainsi, toutes les caractéristiques de la revendication 1 sont connues.

- 3 Le même argument s'applique mutatis mutandis à l'objet des revendications indépendantes correspondantes 22, 41, 43, et 44 qui n'est donc pas non plus nouveau.
- 4 Les revendications dépendantes 2-3, 5-21, 23-24, 26-34, 36-40, 42 ne contiennent aucune caractéristique qui, en combinaison avec celles de l'une quelconque des revendications à laquelle elles se réfèrent, définisse un objet qui satisfasse aux exigences du PCT en ce qui concerne la nouveauté et/ou l'activité inventive pour les raisons suivantes:
 - 4.1 Les caractéristiques des revendications dépendantes 2-3, 5-7, 10-13, 15-17, 20-21, 23-24, 26-28, 31-34, 36-37, 40 sont connues de D1. En particulier,
 - le signal de déblocage "unblock signal" évoqué au paragraphe [0015] est un code de déclenchement (il est à noter que ce signal ne doit pas être confondu avec la requête de déblocage issue de l'utilitaire de réinscription de la ROM du paragraphe [0017] qui lui fourni le code d'autorisation à la routine de gestion d'interruptions SMI).
 - la fin du paragraphe [0017] décrit l'inhibition du déblocage du circuit de protection et enfin
 - le paragraphe [0018] décrit l'utilisation d'une interruption d'alarme lorsque le code d'autorisation n'est pas validé.

4.2 Les caractéristiques des revendications dépendantes 8-9, 14, 18-19, 29-30, 38-39, 42 ont déjà été employées dans le même but dans des procédés ou dispositifs analogues de protection de l'accès à des périphériques, voir documents D2-D4 et les passages correspondants cités dans le rapport de recherche. Il est évident pour la personne du métier d'appliquer ces caractéristiques, avec un effet correspondant, dans un procédé ou un dispositif suivant le document D1 et d'obtenir ainsi l'objet de ces revendications dépendantes.

5 La combinaison des caractéristiques des revendications 1, 3, et 4, si il est précisé que le code de déclenchement est reçu en provenance d'un pilote de périphérique (ce qui est supporté par la description en page 12, lignes 3-30), n'est pas comprise dans l'état de la technique et n'en découle pas de manière évidente pour les raisons suivantes :

Dans D1, aucune protection n'est prévue pour le signal de déblocage. On peut assumer que ce signal est initié au plus bas niveau matériel par le programme de mise à jour de la mémoire flash sans passer par le système d'exploitation ou par un pilote de périphérique de confiance. La combinaison de caractéristiques ci-dessus permet en revanche de s'assurer que le signal de déclenchement provient d'un pilote de périphérique de confiance, autrement dit évite qu'on ne puisse accéder au dispositif de sécurité de D1 par des utilitaires du type de celui utilisé dans D1. L'avantage obtenu par cette combinaison de revendications est donc de contraindre tout accès au périphérique à passer par des organes de confiance (puisque connaissant la valeur de référence prédéterminée) et donc de conférer aux programmes accédant au périphérique, en particulier pour des mises à jour, le niveau de confiance que l'on prête au pilote de périphérique.